



Bilan
du
Comité action
internationale

Rimouski
27, 28, 29 et 30 mai 2003

Table des matières

INTRODUCTION	1
<i>Rôle du comité</i>	1
COMPOSITION	1
MANDAT	2
BILAN	2
NOTRE PARTICIPATION.....	4
<i>Alternatives</i>	4
<i>Collectif international de la CSN</i>	5
<i>COCAL</i>	5
NOTRE PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS DE L'IE, LA CEA ET AUTRES	5
PERSPECTIVES.....	7

INTRODUCTION

Rôle du comité

Voici, tels que présentés dans le plan de travail de la fédération et dans la politique de solidarité internationale, les différents rôles du comité action internationale :

- è Conseiller le comité exécutif et le bureau fédéral quant aux formes de solidarité à exercer ;
- è Informer et voir au développement de la solidarité internationale par le biais de débats aux instances de la fédération, d'articles, d'activités particulières ou d'outils pédagogiques ;
- è Maintenir des liens avec des organisations et organismes locaux et internationaux avec lesquels la fédération est en contact ;
- è Mettre en œuvre les mandats des instances décisionnelles de la fédération en action internationale.

COMPOSITION

Le comité action internationale est composé de trois membres élus par le congrès fédéral et d'une personne membre du Comité exécutif de la fédération.

Pour le présent mandat, le comité était composé de :

- Christiane Malet, en provenance du regroupement université ;
- Denis Labelle, en provenance du regroupement cégep ;
- Simon Robitaille, en provenance du regroupement privé ;
- Denise Trudeau (2000-2001), responsable politique auprès du comité ;
- Caroline Senneville (2001-2003), responsable politique auprès du comité.

MANDAT

Les orientations du dernier congrès fédéral soulignaient le désir de la fédération de poursuivre ses affiliations et de développer de nouveaux contacts avec diverses organisations syndicales d'enseignantes et d'enseignants dans le monde. Le comité avait également comme objectifs, visant le développement d'alternatives aux projets de libéralisation économique, la mobilisation des membres contre ces projets et la promotion d'une culture de la paix.

Le travail du comité s'est donc divisé en trois grands axes :

1. Poursuivre les démarches d'affiliation à l'Internationale de l'Éducation et développer des liens particuliers avec d'autres organisations syndicales d'enseignantes et d'enseignants ;
2. Contribuer à développer des alternatives syndicales et populaires face aux projets de libéralisation économique ;
3. Mobiliser en marge du Sommet de Québec 2001 et participer aux coalitions déjà formées.

BILAN

Voici les événements et les actions qui ont permis la réalisation des mandats du comité.

- Le comité action internationale s'est réuni à 24 reprises, parfois sous forme de conférences téléphoniques, au cours du dernier mandat. En plus de ces réunions régulières, des membres du comité ont également participé à de nombreuses rencontres à caractère international. Plusieurs réunions ont également eu lieu, en collaboration avec des membres du comité école et société et madame France Désaulniers, conseillère à l'information et à la formation, pour l'organisation du colloque au printemps 2001.
- Lors de la réunion du conseil fédéral de décembre 2000, les délégué-es des syndicats ont pu entendre monsieur Dorval Brunelle du groupe de recherche sur l'intégration continentale de l'Université du Québec à Montréal. Ce fut la première activité sur le grand thème de la Mondialisation / Globalisation, thème qui jalonna les trois années de mandat du comité.
- Le Colloque *Des Amériques solidaires pour le droit à l'éducation*, réalisé en avril 2001 et tenu à Longueuil, a été l'un des moments les plus importants pour les membres du

comité. Ils ont participé à la réalisation du colloque en collaboration avec les membres du comité école et société. Le colloque a réuni près de 300 personnes, membres de la FNEEQ, représentantes et représentants des comités éducation, du Collectif international, des fédérations et des conseils centraux de la CSN et d'autres organisations syndicales et étudiantes. La fédération y avait convié aussi des militantes et des militants du Brésil, de Cuba, d'Haïti et du Pérou à venir partager avec nous leurs expériences et leurs réflexions. Les participantes et les participants ont pu y entendre des conférenciers importants sur la question de la marchandisation de l'éducation, tels que messieurs Riccardo Petrella et Maurice Tardif. Un des moments forts du colloque fut certainement l'adoption de la *Déclaration de solidarité : Des Amériques solidaires pour le droit à l'éducation*. Le comité, ayant le souci de permettre à un maximum de membres de la fédération de profiter de ces moments de formation, a demandé l'enregistrement de l'événement. Ainsi, un montage des deux principales conférences a été distribué à l'ensemble des syndicats de la fédération. Le colloque aura permis aussi à la fédération de mobiliser, une fois de plus, les syndicats en vue du Sommet des Peuples en avril 2001, à Québec.

- Dans la foulée du colloque, les membres du comité ont collaboré à la rédaction de *Carnets*, juin 2001, Spécial colloque. Nous y avons vu l'occasion d'élargir le débat pour mieux sensibiliser les syndicats à la question de l'éducation dans l'univers de la mondialisation.
- Sommet des Peuples, avril 2001, Québec. Les membres du comité ont pris part à différents forums du sommet tels que le Forum sur les femmes, le Forum syndical, le Forum sur l'éducation et le Forum sur les communications. Ils ont aussi participé aux événements entourant la Marche des peuples. Les membres du comité ont bien sûr travaillé à mobiliser les syndicats et leurs membres pour les inciter à participer en grand nombre à ces événements.
- Le comité a souhaité faire du lancement officiel des Actes du colloque *Des Amériques solidaires pour le droit à l'éducation*, lors de la réunion du conseil fédéral de décembre 2001, un moment de rappel de l'importance du travail de la fédération pour la défense de l'éducation publique. Les actes du colloque auront été publiés chez Lanctôt Éditeur à plus de 1000 exemplaires.
- Les membres du comité ont participé à la production d'un document audiovisuel *Solidaires pour le droit à l'éducation* au printemps 2002. Cette vidéo se veut une synthèse de l'argumentaire de la fédération quant à la défense de l'éducation publique dans les contextes de la mondialisation et de la marchandisation de l'éducation. Ce document audiovisuel a été présenté et lancé à la réunion du conseil fédéral de mai 2002. Chaque syndicat aura reçu une copie de la vidéo, permettant ainsi un autre moment de formation pour les membres.

- Les *Axes stratégiques* de la fédération en matière d'action internationale. Les membres du comité ont travaillé à la rédaction et à la production de ce document. C'est au moment de la réunion du conseil fédéral de mai 2002 que le comité a pu présenter les Axes stratégiques. Le néolibéralisme ambiant, le contexte de commercialisation à outrance et nos récentes affiliations à des organisations internationales ont contribué à la reconnaissance de l'urgence et de la nécessité de repenser notre implication en action internationale. Les Axes stratégiques de la fédération en matière d'action internationale ont été adoptés à cette même réunion du conseil fédéral.
- La politique de solidarité de la fédération. Suite à la production et à l'adoption des Axes stratégiques, le comité a dû effectuer une mise à jour de la politique de solidarité afin que celle-ci soit en rapport étroit avec l'implication de la fédération en action internationale.
- Une recommandation du conseil fédéral, lors de sa réunion en mai 2002, demandait au comité d'évaluer la pertinence de proposer à la fédération d'adhérer à une ou des organisations québécoises en solidarité internationale. Le comité entend déposer son rapport à la réunion du bureau fédéral à l'hiver 2003.

NOTRE PARTICIPATION

- 1) aux Journées d'étude d'Alternatives;
- 2) au Collectif international de la CSN;
- 3) à COCAL (*Coalition of Contingent Academic Labor*).

Alternatives

Chaque année, Alternatives organise deux jours de formation sur des thèmes qui retiennent particulièrement l'attention. Les membres du comité y participent depuis trois ans. Les 24 et 25 août dernier, les plénières et les ateliers portaient entre autres sur la Palestine, les retombées du 11 septembre 2001 et la liberté d'expression aux États-Unis un an plus tard, l'Afrique et le monde musulman. Ce sont là des moments intenses de prise de conscience mais aussi d'échanges fructueux entre militantes et militants, venus de différents coins du Québec et d'ailleurs dans le monde, dans le but de comprendre les enjeux de la politique internationale ainsi que ceux de la mondialisation néolibérale.

Collectif international de la CSN

Les trois dernières années de participation de la fédération au collectif international de la CSN ont été importantes non seulement parce que nous en avons assumé la vice-présidence, mais aussi à cause de la teneur des débats qui s'y sont déroulés. Une partie importante des travaux du collectif ont porté sur la mondialisation : la ZLÉA et le mémoire de la CSN, les impacts sectoriels de la mondialisation, la formation et l'information relativement aux enjeux de la mondialisation et aux alternatives possibles, Québec 2001 et 2002, le Forum social mondial de Porto Alegre, la Consulta, etc. Nos discussions ont également porté sur l'action internationale de la CSN, les résolutions du congrès de la CSN relatives à la mondialisation, le statut de la CSN auprès de l'ACDI, le rôle du collectif quant à la transmission des informations au porteur du dossier international dans les conseils centraux et les fédérations, sur CISO, etc. Aujourd'hui, environ treize conseils centraux et cinq fédérations participent régulièrement au collectif.

COCAL

En octobre 2002, le comité a également participé au cinquième colloque de cette coalition qui réunit les enseignantes et les enseignants à statut précaire de l'enseignement supérieur de toute l'Amérique du Nord. Nous voulions, par notre participation, mieux comprendre les diverses réalités de la précarité au Canada, aux États-Unis et au Mexique, mais aussi exprimer notre solidarité au-delà des frontières.

NOTRE PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS DE L'IE, LA CEA ET AUTRES

- Dès notre affiliation à l'Internationale de l'Éducation, nous avons voulu jouer pleinement notre rôle d'affilié en participant à diverses instances de l'organisation. Ainsi, deux représentants de l'exécutif ont participé au Congrès de l'Internationale de l'Éducation. En juillet 2000, la responsable politique du comité d'action internationale a participé, en collaboration avec d'autres affiliés canadiens, à la préparation d'une conférence de l'Internationale de l'Éducation sur l'enseignement supérieur, à Montréal, en mars 2001. Cette conférence a réuni une centaine de délégués d'une trentaine de pays, dont des membres du comité, qui ont discuté des problématiques touchant l'enseignement supérieur, notamment celle de sa marchandisation dans un cadre mondialisé.

- Le comité a aussi travaillé à souligner une campagne fort importante de l'Internationale de l'Éducation : la Journée mondiale des enseignants qui se tient tous les ans le 5 octobre. En 2001, à la suite des événements du 11 septembre, le comité a contribué à la création, et distribué à tous les syndicats, une affiche soulignant le rôle des enseignantes et des enseignants dans la transmission d'une culture de la paix. Cette même année, le comité a voulu proposer des actions locales pour souligner l'événement en fournissant aux syndicats du matériel visuel et d'information. En 2002, le comité n'a pas créé de matériel original, préférant distribuer celui de l'Internationale de l'Éducation : dépliants, collants et affiches. Nous avons cependant joint, à l'envoi de ce matériel, un sondage pour connaître quelles activités les syndicats avaient mises en place pour souligner cette journée. De la dizaine de réponses reçues, il ressort que le matériel fut beaucoup utilisé et que les autres activités ont surtout été des articles dans les journaux syndicaux et certaines activités sociales. Ajoutons que la fédération a profité de cette occasion pour publier une publicité dans divers quotidiens.
- Un membre de notre comité et un membre du comité école et société de la fédération ont participé à une conférence de la Confédération des éducateurs américains (CEA), dont la fédération est également membre. Cette conférence a eu lieu à Colima, au Mexique, en novembre 2002. Ils y ont fait une présentation sur la décentralisation de l'éducation comme ouverture à la marchandisation. La FNEEQ a également participé, deux années de suite, au Forum mondial de l'éducation et au Forum social mondial à Porto Alegre, au Brésil. Enfin, nous avons délégué un représentant de la fédération au Congrès du Syndicat des travailleurs de l'éducation, des sciences et des sports (SNTECD) à Cuba, en décembre 2002. Ce syndicat a gracieusement traduit en espagnol les Actes du colloque des *Amériques solidaires pour le droit à l'éducation*, ce qui nous permettra de les diffuser auprès des syndicats membres de la CEA et des syndicats hispanophones de l'Internationale de l'Éducation. Les rapports de toutes ces participations ont été faits à toutes les instances de la fédération concernées, y compris le conseil fédéral, et divers articles ont paru dans la revue *Carnets*.
- D'ailleurs, les réunions du bureau fédéral et du conseil fédéral ont été, à maintes reprises, l'occasion de parler de solidarité internationale, que ce soit pour dénoncer l'occupation de l'Afghanistan, pour démontrer notre appui au peuple palestinien, pour exprimer notre inquiétude face à la menace de guerre en Irak, pour soutenir la campagne pour l'éducation des filles et des femmes en Afghanistan ou pour lancer celle sur la *Consulta*.
- Le bureau fédéral et le conseil fédéral ont également entériné les nombreux dons de solidarité internationale. Il s'agit de plus de 50 dons pour un montant atteignant presque les 30 000 \$. De ce nombre, nous avons soutenu au moins une vingtaine de projets de coopération de jeunes. Notons enfin que les délais, entre les réunions des bureaux fédéraux et des conseils fédéraux assortis aux montants maximums que ces instances peuvent allouer, ont souvent occasionné des retards importants dans l'envoi des montants accordés.

PERSPECTIVES

Nous devons d'abord reconnaître que la question de la mondialisation ne perdra aucunement de sa pertinence au cours des prochaines années. Pensons à la date d'échéance (2005) pour la signature d'une Zone de libre-échange des Amériques qui se rapproche de plus en plus, sans oublier non plus l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC qui concerne notamment la libéralisation des marchés de l'enseignement supérieur, et on ne peut que constater que ces questions conservent toute leur acuité. Le comité souhaite cependant se pencher aussi sur les thèmes de l'éducation à la paix et du commerce équitable. Pour ce faire, nous privilégierons la collaboration avec certains comités de la fédération qui pourront être plus directement touchés par ces questions. De plus, nous poursuivons l'objectif que l'action internationale devienne une préoccupation constante des syndicats. Nous entendons également profiter au maximum de la tribune offerte par la revue *Carnets* en y collaborant de façon continue. Bien entendu, il est certain que la qualité et la quantité du travail du comité seront en partie tributaires des priorités de la fédération et des moyens qui y seront alloués.

En terminant, notre comité tient à remercier le comité école et société, la personne conseillère à l'information et à la formation ainsi que tout le personnel de la fédération qui ont, au fil des jours, apporté leur contribution aux travaux du comité.